

## Communiqué de presse d'Action pour la famille-Actie gezin (AGAF)

### Unanimité de représentants des grandes familles politiques pour subsidier la médiation entre époux et les conseillers conjugaux.

Près de deux cents personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes, ont participé ce samedi 7 février au Congrès bilingue « Le mariage : pourquoi pas ? » organisé par **Action pour la famille asbl** au Centre Diamant (Bruxelles). Ce Congrès constituait le coup d'envoi de la *Marriage week* internationale [www.marriageweek.be](http://www.marriageweek.be) qui se tient du 7 au 14 février, pendant la semaine de la Saint-Valentin,

Lors de la table-ronde politique, les représentants des trois plus grandes familles politiques **Olivier de Clippele (MR)**, **Mia De Schamphelaere (CD&V)**, **Clotilde Nyssens (CdH)**, **Guy Swennen (SP.A)** ont unanimement défendu la nécessité de subsidier la médiation familiale et les conseillers conjugaux, afin d'aider à prévenir les séparations et les divorces. Pour **Michel Ghins** (président AGAF) et les membres du bureau, **Kris Vleugels** (AGAF et C'Axent) et **Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke** (AGAF et CDF), cette unanimité sur un point important est de bon augure pour l'élaboration d'une véritable politique familiale.

Lors du Congrès, **Action pour la famille** a présenté 10 lignes de force pour une politique familiale dans notre pays. Tout en respectant la liberté individuelle, ces propositions visent à valoriser l'engagement d'un homme et d'une femme dans la durée, à améliorer la vie des familles et à favoriser leur stabilité.

1. **Donner une image positive de la famille**
2. **Favoriser la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale**
3. **Revaloriser le rôle de parent**
4. **Favoriser la solidarité avec les personnes âgées et handicapées**
5. **Subsidier les médiateurs et conseillers conjugaux**
6. **Amender la loi sur le divorce rapide**
7. **Protéger le droit de tout enfant à être éduqué par son père et sa mère.**
8. **Veiller au paiement des pensions alimentaires**
9. **Supprimer l'anonymat des donneurs de gamètes**
10. **Interdire le recours aux mères porteuses**

**Clotilde Nyssens (CdH)** a souligné l'importance de soutenir politiquement les relations de solidarité, en particulier au sein de la famille. Nombre de jeunes qui sont en prison pour des délits graves n'ont plus aucun lien avec leur famille. **Olivier de Clippele (MR)** a défendu la nécessité de valoriser le mariage, car les autres formes d'union n'assurent pas de protection suffisante aux partenaires. La multiplication des cohabitations et des unions de fait pose des problèmes patrimoniaux sérieux en cas de décès d'un des partenaires, qui sont d'autant plus graves que ceux-ci sont âgés.

En préliminaire au débat politique, plusieurs orateurs ont – sous des perspectives diverses – mis en avant les valeurs du mariage. **Gerrit Houtman** (thérapeute familial, Bethesda) a insisté sur la fidélité, les moyens de la réaliser et aussi sur la manière dont

les couples peuvent surmonter l'infidélité. **Raf De Rycke** (administrateur-délégué des Frères de la charité) a mis l'accent sur les valeurs de l'amour, de la fidélité, du pardon, du don réciproque et de la gratitude comme des facteurs porteurs d'un mariage réussi. Pour **Marie Panayotopoulos-Cassiotou** (députée européenne PPE, présidente de l'Intergroupe « famille »), il est urgent que l'UE promeuve, dans le respect du principe de subsidiarité, une meilleure protection du mariage. Celle-ci passe par une meilleure conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle et une organisation plus flexible des gardes d'enfants. **Yacob Mahi**, professeur de religion islamique, a insisté sur la complémentarité de l'homme et de la femme, leur égalité et leur libre engagement dans un contrat de mariage. Le mariage constitue le socle de la société et de la transmission des valeurs. Méconnaître ou relativiser la valeur du mariage conduit à une perte de repères fondamentaux pour les jeunes.

Les stands colorés de nombreuses associations, notamment musulmanes, ont permis aux participants de se rendre compte de certaines réalités de terrain, notamment pour ce qui concerne l'éducation sexuelle et l'aide aux familles. Le Congrès s'est clôturé par une réception multiculturelle.

Pour *Action pour la famille* le mariage entre un homme et une femme est une valeur universelle qui ne peut être abolie par des lois qui suivent certaines tendances sociétales. Après avoir connu un déclin, elle ressurgira avec force dans les décennies à venir. *Action pour la famille* et les organisations associées y travaillent et espèrent que la société et la politique le feront aussi. La Marriage Week (7-14 février) en est déjà un signe.